



**Au Conseil général de la commune des Ponts-de-Martel**  
**Rapport à l'appui des comptes pour l'exercice 2020**

Monsieur le Président, Madame, Monsieur,

### **Préambule**

---

Le Conseil communal a l'avantage de vous soumettre son rapport de gestion ainsi que les comptes de l'exercice 2020.

Alors que le budget de l'exercice 2020 prévoyait un excédent de recettes de fr. 3'110.-, le Conseil communal vous présente les comptes 2020 se clôturant par un excédent de recettes de fr. 120'603.28, soit une amélioration de fr. 117'493.28 par rapport aux prévisions.

Comme de coutume, vous trouverez au travers des pages suivantes différents commentaires que le Conseil communal juge utile de vous apporter pour une meilleure compréhension des comptes communaux.

### **Comptes de fonctionnement**

---

#### **0 Administration générale**

##### **01 Législatif et exécutif**

###### ***01100 Conseil général***

Durant l'année 2020, le Conseil général s'est réuni à quatre reprises, les 11 mars, 11 juin, 10 et 17 décembre.

Nous vous dressons ci-après un bref résumé de ces séances :

Séance extraordinaire du 11 mars 2020

Présidence : Monsieur Steve Simon-Vermot

21 Conseillers généraux présents

**1. Demande d'un crédit de fr. 622'000.- permettant d'effectuer les travaux liés aux aménagements routiers, à l'éclairage public et aux conduites d'eau potable et usée sur la Grande rue durant la réfection de sa partie haute par l'Etat**

Afin de pouvoir assumer les frais à charge de la commune durant la réfection de la partie haute de la Grande rue par l'Etat, le Conseil communal proposait au Conseil général cet investissement.

Le Conseil général acceptait ce crédit à l'unanimité.

Séance ordinaire du 11 juin 2020

Présidence : Monsieur Steve Simon-Vermot

23 Conseillers généraux présents

**1. Demande d'un crédit de fr. 22'000.- permettant l'assainissement de l'éclairage public de la rue Major Benoit**

La vétusté des installations d'éclairage public à la rue Major Benoit engendrait de fréquentes pannes souvent insolubles, raison pour laquelle le Conseil communal proposait au Conseil général cet investissement afin de les rénover.

Le Conseil général acceptait ce crédit à l'unanimité.

**2. Comptes de l'exercice 2019**

Ces comptes se clôturaient par un excédent de recettes de fr. 3'713.35 et étaient acceptés à l'unanimité par le Conseil général.

**3. Nomination du bureau du Conseil général**

Le Conseil général refusait d'entrer en matière face à ce point considérant qu'il était tout à fait supportable, pour les personnes en place, de poursuivre leurs fonctions jusqu'en fin d'année.

**4. Information du Conseil communal face au changement de législature**

Le Conseil communal annonçait au Conseil général la prolongation de la législature 2016-2020 jusqu'au 31 décembre 2020 en raison de la pandémie mondiale liée au coronavirus COVID-19 qui empêchait la tenue des élections communales.

**1. Demande d'un crédit de fr. 150'000.- permettant de soutenir les importants investissements à entreprendre par l'Union Sportive des Ponts-de-Martel sur ses installations**

Cette demande de crédit faisait principalement suite aux très importants problèmes que l'USP rencontrait avec le système de refroidissement de la patinoire qui devait absolument être changé afin de pouvoir poursuivre l'exploitation de cette infrastructure sportive.

Le Conseil général acceptait ce crédit à l'unanimité.

**2. Demande d'un crédit urgent de fr. 240'000.- permettant le remplacement de la conduite d'eau usée durant les travaux de réfection de la partie haute de la Grande rue**

Le Conseil communal n'avait pas prévu de remplacer cette conduite, mais n'a pas eu le choix que de soumettre cette demande de crédit au Conseil général vu l'état finalement catastrophique de cette canalisation.

Le Conseil général acceptait ce crédit à l'unanimité.

**3. Demande d'un crédit de fr. 40'000.- permettant de soutenir l'implantation de médecins aux Ponts-de-Martel**

Il y a quelques années, les médecins généralistes de la Vallée ont annoncé leur prochaine retraite, soit le Dr Stéphane Reymond aux Ponts-de-Martel et la Dresse Anne Girard à La Sagne.

Depuis cette annonce, le Conseil communal a eu de nombreux contacts avec le Dr Reymond afin de planifier au mieux sa succession et maintenir un cabinet médical dans la Vallée. Rapidement, l'idée d'un cabinet médical de groupe s'est profilée comme étant la plus optimale. En effet, une telle configuration permet aux médecins de ce cabinet de partager les frais fixe liés à certains locaux (salle d'attente, réception, ...) et à certains employés (secrétaire, concierge, ...).

Un cabinet médical de groupe permet également de couvrir un plus large bassin de population, puisqu'il accueille plusieurs médecins.

Partant de cette idée de locaux communs, le Dr Reymond, soutenu par ses relations dans le domaine médical, a recherché longuement des médecins prêts à venir exercer leur métier au sein de la Vallée de La Sagne et des Ponts-de-Martel et en a trouvé.

Bien que cela puisse paraître étrange, il est de coutume, en Suisse, que les communes encouragent les candidats à venir installer leur cabinet sur leur territoire en offrant divers avantages principalement financiers, raison de cette demande de crédit.

Après avoir accepté un amendement indiquant que les appareils de radiologie étaient liés au bâtiment et non aux médecins, le Conseil général acceptait ce crédit par 15 voix pour, 6 voix contre et aucune abstention.

#### **4. Budget de l'exercice 2021**

Le budget présenté par le Conseil communal se clôturait par déficit de fr. 16'330.- et était accepté à l'unanimité par le Conseil général.

#### **5. Courriers**

La président du Conseil général informait les Conseillers généraux de la démission des autorités législatives de Monsieur Xavier Finger ainsi que d'un courrier reçu de Monsieur Fabrizio Tigani dans le but de promouvoir un petit magazine sur les témoins de Jéhovah.

#### Séance constitutive du 17 décembre 2020

- 1. Nomination du bureau du Conseil général**
- 2. Nomination de la Commission financière**
- 3. Nomination de la Commission des naturalisations et des agrégations**
- 4. Nomination de la Commission trafic et sécurité**
- 5. Nomination d'un-e Conseiller-ère général-e par parti à la Commission d'école**
- 6. Nomination d'un-e Conseiller-ère général-e par parti à la Commission de révision du PAL (Plan d'aménagement local)**
- 7. Nomination du Conseil communal**

Ces élections furent tacites sauf celle du Conseil communal qui a nécessité un tour à la majorité absolue.

31051.00 – Frais de réception : La crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 n'a pas permis la tenue de la plupart des manifestations en 2020, ni les rassemblements autour d'une agape après les séances ordinaires du Conseil général, ce qui explique le montant très faible figurant à ce poste.

31320.00 – Honoraires de conseillers externes : Ce poste contenait auparavant les coûts liés à la révision annuelle des comptes communaux par une fiduciaire. Dès l'exercice 2020, le Service cantonal des communes a souhaité que ces frais spécifiques soient comptabilisés au sein d'un nouveau compte dédié : « 31320.02 – Honoraires de révision ».

#### ***01200 Conseil communal***

31051.00 – Frais de réception : Un grand nombre d'événements locaux particuliers soutenus habituellement par la commune ne se sont pas déroulés courant 2020 en raison de la pandémie liée au COVID-19.

De plus, la législature ayant été prolongée jusqu'en fin d'année 2020, la traditionnelle réception en l'honneur des Conseillers communaux sortants et prévue au budget 2020 n'aura lieu qu'en 2021.

C'est pourquoi le budget n'a pas été atteint à ce poste.

## **02 Services généraux**

### ***02100 Service financier***

31800.00 – Réévaluations sur créances : Au travers de ce compte, le Conseil communal a augmenté à son maximum légal la réserve permettant de compenser les impôts qui ne seraient jamais réglés. En 2020, cette réserve a été augmentée de fr. 13'630.-, la portant ainsi à fr. 54'910.00 au 31.12.2020 (compte « 20550.01 – Provision impôts » visible au passif du bilan).

31810.01 – ADB, remises et non-valeur PP : Ce poste comprend le montant des actes de défaut de biens relatifs aux impôts des personnes physiques qui ont été émis durant l'exercice 2020.

Après une très forte augmentation en 2018, le Conseil communal constate que ces charges sont en baisse :

2016 :	fr. 21'018.28
2017 :	fr. 25'458.37
2018 :	fr. 86'169.84
2019 :	fr. 66'522.83
2020 :	fr. 38'460.94

36500.00 – Réévaluations, participations PA : Le Conseil communal remet à jour annuellement ses participations. Dans le cas présent, il a enregistré une dépréciation des actions de l'entreprise transN, dévaluation visible à ce compte.

42600.01 – Remboursements frais de poursuites : En 2020, le montant figurant à ce poste est composé à 94% de remboursements à notre commune des frais de poursuites liées aux impôts et à 6% de remboursements de frais de poursuites liées aux factures émises par notre commune.

44900.00 – Réévaluations, participations PA : Ce poste comprend la réévaluation de la valeur des actions du Groupe E (+ fr. 7'577.05) et de Viteos (+ fr. 2'119.12).

### ***02200 Administration (général)***

31300.01 – Frais postaux : Le montant figurant à ce poste est nettement moins élevé que prévu car il y a eu peu de tous-ménages à distribuer en 2020 étant donné que beaucoup d'événements ont été annulés en raison de la crise sanitaire. Il n'a alors pas été nécessaire de les annoncer à la population ponlière via ce moyen de communication.

31620.00 – Mensualités de leasing (photocopieuse) : Etant donné qu'il y a eu moins de tous-ménages que prévu en 2020, le nombre de photocopies effectuées a été moins élevé que prévu au budget à ce poste.

42400.00 – Taxes d'utilisation et prestations de services : Ce compte comprend le montant que notre commune refacture à la crèche locale pour la tenue de sa comptabilité par les employés de l'administration communale.

Le montant y figurant est plus élevé que prévu car cet établissement a confié à notre commune, dès 2020, davantage de tâches administratives permanentes, dont notamment la facturation aux parents (et à leur commune de domicile) des coûts générés par la prise en charge de leurs enfants.

La crise sanitaire a également engendré un travail supplémentaire temporaire cette fois-ci, effectué par l'administration communale concernant notamment les démarches administra-

tives permettant d'obtenir les indemnités prévues en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT).

42600.00 – Remboursements de tiers : Comme évoqué auparavant dans le présent rapport, le nombre de tous-ménages imprimés par l'administration communale en 2020 a été moins élevé que prévu, donc les frais remboursés à ce titre également.

42600.02 – Frais de gestion pour les drainages : Ce nouveau compte découle de l'introduction, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020, de frais de gestion facturés aux propriétaires de terrains drainés afin de financer les tâches supportées par la commune relatives au réseau des drainages dont notamment le suivi des chantiers et l'établissement des factures de cotisation au fonds des drainages.

Ces frais représentent le 5% de la contribution annuelle due par les propriétaires précités.

43090.00 – Autres revenus d'exploitation : Ce poste comprend le versement par la compagnie d'assurance à laquelle la commune a confié son assurance Responsabilité civile (RC) de la participation aux excédents 2017 à 2019.

## ***02900 Immeubles administratifs***

30 – Charges du personnel : Les montants liés aux charges du personnel des immeubles administratifs sont moins élevés que prévu car la conciergerie du bureau communal n'est plus assurée par une employée communale depuis fin mai 2020.

En effet, suite à la démission de cette dernière, le Conseil communal a confié cette tâche au concierge indépendant œuvrant déjà au collège et au centre polyvalent. Les charges en lien avec ce mandat externe sont visibles au compte « 31300.08 – Travaux effectués par des tiers ».

31440.00 – Entretien des bâtiments immeubles : Les dépenses liées à ce poste sont légèrement plus élevées que prévu car certains travaux effectués en 2019 n'ont été facturés qu'en 2020, dont notamment la révision du toit du bureau communal.

Le chapitre « 0 – Administration générale » clôt avec une diminution des charges de fr. 4'644.74 par rapport au budget.

## **1 Ordre et sécurité publique**

### **11 Sécurité publique**

#### ***11100 Sécurité communale***

36120.03 – Service du Domaine Public : Etant donné qu'en raison de la pandémie liée au coronavirus COVID-19, la plupart des manifestations sportives et culturelles n'ont pas pu avoir lieu en 2020, le Service du Domaine Public n'a pas dû intervenir autant souvent que prévu, notamment pour la « Raiffeisen Trans », le « BCN Tour », les cortèges de la St-Nicolas et des Promotions. Ainsi, les frais visibles à ce poste sont moins élevés que prévu.

42600.00 – Remboursements de tiers : Le Service du Domaine Public n'étant pas intervenu pour des tiers, la commune n'a refacturé aucune prestation en 2020.

42700.00 – Amendes : La période 2020 de l'hiver 2019-2020 a donné lieu à peu d'interventions du Service du Domaine Public (SDP) dans le but de faire respecter les mesures hivernales, ce qui explique le montant moins important que prévu figurant à ce poste.

## **14 Questions juridiques**

### ***14000 Police des habitants***

31320.00 – Honoraires de conseillers externes : Ce poste comprend les frais liés aux recours aux services d'un avocat par le Conseil communal. Aucune affaire n'a nécessité cela en 2020, raison pour laquelle ce compte est à zéro.

46110.03 – Dédommagements pour notifications poursuites : Lorsque des personnes ne vont pas retirer leurs commandements de payer à l'office postal, il revient à la commune, via parfois le Service du Domaine Public, de les remettre aux destinataires.

Le Service des poursuites paye cette prestation à la commune à raison de fr. 53.- par document notifié.

199 commandements de payer ont été notifiés par la commune des Ponts-de-Martel en 2016, 272 en 2017, 305 en 2018 et 344 en 2019 et finalement 280 en 2020.

## **15 Service du feu**

### ***15000 Service du feu (en général)***

36120.04 – Part communale au SIS : Les charges du SIS ont été moins importantes qu'imaginé car les engagements prévus durant l'année 2020 n'ont pas tous abouti et des postes sont vacants suite à des départs enregistrés durant l'année. Certaines formations et certains cours ont été annulés, ce qui diminue également les charges.

### ***15001 Police du feu (prévention)***

30000.03 – Jetons de présence : En raison de la crise sanitaire liée au COVID-19, la commission du feu n'a procédé à aucune visite de bâtiment en 2020, raison pour laquelle ses membres n'ont pas reçu de jetons de présence.

Le chapitre « 1 – Ordre et sécurité publique » clôt avec une diminution des charges de fr. 22'039.- par rapport au budget.

## **2 Formation**

### **21 Scolarité obligatoire**

#### ***21110 Cycle 1***

36120.06 – Part communale / Cercle scolaire : Le montant figurant à ce poste correspond à la part communale versée au cercle scolaire (frais d'écologie) pour le cycle 1. Il équivaut à 57 élèves à fr. 7'651.- par enfant alors que le budget prévoyait 54 élèves à fr. 7'700.- par enfant.

Le montant figurant à ce poste comprend également la ristourne que le Cercle scolaire de La Chaux-de-Fonds a versé à notre commune en fonction du **sureffectif** de certaines classes de ce cycle dans les collèges de la Vallée. Cette ristourne s'élève à fr. 9'855.-.

## **21200 Cycle 2**

36120.06 – Part communale / Cercle scolaire : Les frais d'écolage relatifs au cycle 2 correspondent à 39 élèves à fr. 8'638.- par enfant alors que le budget prévoyait 40 élèves à fr. 8'700.- par enfant.

Le montant figurant à ce poste comprend également le surcoût que le Cercle scolaire de La Chaux-de-Fonds a facturé à notre commune en fonction du **sous-effectif** de certaines classes de ce cycle dans les collèges de la Vallée. Ce surcoût s'élève à fr. 14'840.-.

## **21300 Cycle 3**

36120.06 – Part communale / Cercle scolaire : Les frais d'écolage relatifs au cycle 3 correspondent à 34 élèves à fr. 11'496.- par enfant alors que le budget prévoyait 32 élèves à fr. 11'700.- par enfant.

Le montant figurant à ce poste comprend également le surcoût que le Cercle scolaire de La Chaux-de-Fonds a facturé à notre commune en fonction du **sous-effectif** de certaines classes de ce cycle dans les collèges de la Vallée. Ce surcoût s'élève à fr. 12'343.-.

## **21700 Bâtiment scolaire**

Toutes les charges de ce sous-chapitre sont refacturées au cercle scolaire de La Chaux-de-Fonds, ce qui explique son total à zéro.

31010.01 – Produits de nettoyage et matériel : Le montant prévu au budget a été dépassé en raison de l'achat de nouveaux produits d'hygiène permettant de lutter contre le coronavirus COVID-19 au collège des Ponts-de-Martel.

## **21701 Salles classes Promenade 32**

31440.00 – Entretien des bâtiments immeubles : Ce compte comprend les frais liés à l'acquisition et à la pose d'éléments de protection des sols et des murs dans le secteur des éviers.

31600.00 – Loyers et fermages des biens-fonds : Au moment de l'établissement du budget, le Conseil communal ne savait pas encore que la commune achèterait ces locaux. Le montant prévu à ce poste couvrait ainsi l'année 2020 entière alors qu'uniquement six loyers ont finalement été versés.

44700.03 – Loyers salles – classes 1-2 Harmos : Ce nouveau compte comprend les loyers versés par le Cercle scolaire chaux-de-fonnier pour l'utilisation des locaux situés à Promenade 32.

Ce montant couvre les intérêts et les amortissements du prêt bancaire que notre commune a dû contracter pour acquérir ces locaux ainsi que notre contribution au fond d'entretien de la copropriété.

Cet amortissement ne débutera par contre que l'année suivante, car en matière communale, un investissement ne s'amortit jamais la première année. Ceci explique la raison pour laquelle le total de ce sous-chapitre n'est pas à zéro.



## **21702 Bâtiment Grande rue 22**

31440.00 – Entretien des bâtiments immeubles : Alors que le Conseil communal avait prévu un entretien courant de ce bâtiment lors de l'établissement du budget, un local de pause pour le personnel de la crèche a finalement été créé courant 2020.

Le montant budgété a de ce fait largement été dépassé, mais le Conseil communal a veillé à freiner ses investissements d'entretien pour d'autres bâtiments afin de compenser cela.

## **21920 Ecole obligatoire, autres**

A l'exception des montants spécifiques à notre commune figurant aux comptes « 31300.07 – Transport scolaire » (fr. 44'925.-), « 31710.00 – Excursions, voyages scolaires et camps » (fr. 0.-) et « 31990.00 – Autres charges d'exploitation » (fr. 258.-), toutes les autres charges de ce sous-chapitre sont refacturées au cercle scolaire de La Chaux-de-Fonds, ce qui explique son total de fr. 45'183.-.

## **22 Ecoles spéciales**

### **22000 Ecoles spéciales**

36140.01 – Etablissements spécialisés : Lors de l'établissement du budget, le Conseil communal avait prévu à ce poste les frais liés à la scolarisation de 4 enfants ponliers dans des établissements spécialisés durant l'année entière 2020.

Ce sont finalement bien 4 enfants qui ont fréquenté des établissements spécialisés mais uniquement jusqu'au 31 juillet 2020, ce qui explique que le budget n'ait pas été atteint à ce poste.

Le chapitre « 2 – Formation » clôt avec une diminution des charges de fr. 20'632.10 par rapport au budget.

## **3 Culture, sports, loisirs et églises**

### **32 Culture, autres**

#### **32900 Culture, autres**

31051.00 – Frais de réception : Le montant figurant à ce compte est nettement moins élevé que prévu car la Foire des Ponts-de-Martel, dont les charges étaient imputées à ce poste, n'a pas eu lieu en 2020.

De plus, le Conseil communal ne prévoit pas de nouvelle édition de cet événement, car la synergie avec le Concours des taureaux n'est plus possible, ce qui réduit considérablement le nombre de visiteur de cette foire.

31051.01 – Fête nationale : Le 30 juillet 2020, les autorités cantonales ont interdit les feux d'artifice prévus le lendemain pour une question de risques d'incendie trop important. Le spectacle pyrotechnique a tout de même été facturé à notre commune et sera mis à feu en 2021.

Dans ces conditions, la Fête nationale n'a pas engendré d'autres frais en 2020, raison pour laquelle le budget n'a pas été atteint à ce poste.

## **34 Sports et loisirs**

### ***34100 Centre Polyvalent Le Bugnon***

D'une manière générale, le Centre polyvalent du Bugnon a été peu utilisé durant l'année 2020, en raison des restrictions liées à la crise sanitaire. Cela se traduit par des charges et des produits moins élevés que prévu et par un résultat de ce sous-chapitre amélioré de fr. 26'907.- que ce que prévoyait le budget.

31300.08 – Travaux effectués par des tiers : Le concierge a par exemple effectué 284 heures au centre polyvalent en 2020 contre 480 en 2019.

31440.00 – Entretien des bâtiments immeubles : Le Conseil communal a procédé à très peu de travaux d'entretien du centre polyvalent, notamment pour compenser les travaux conséquents effectués à Grande rue 22.

44720.01 – Locations salles centre polyvalent Le Bugnon : Les effets des mesures sanitaires sont très visibles à ce poste. En effet, 31 contrats de location ont été annulés en 2020.

### ***34200 Loisirs (général)***

36360.00 – Subv. Organisations privées à but non lucratif : Le montant budgété à ce poste a été dépassé car le Conseil communal a apporté son soutien financier à la Société du téléski de La Corbatière, ce qui n'était pas prévu.

43090.00 – Autres revenus d'exploitation : Depuis l'été 2020, le Conseil communal a placé auprès de la borne Euro-Relais un panneau indiquant que tout don via Twint était le bienvenu afin de contribuer aux coûts d'entretien de cette infrastructure. Les camping-caristes ont bien répondu à cet appel, ce qui explique que les prévisions de recettes aient été dépassées à ce poste.

Dans une moindre mesure, figurent également dans ce compte les recettes issues de la borne de recharge des véhicules électriques située au parking du Bugnon qui est désormais payante, tout comme les autres bornes du canton.

## **35 Eglises et affaires religieuses**

### ***35000 Temple***

31340.01 – Assurances RC et diverses : Le Conseil communal a conclu un nouveau contrat d'assurance pour assurer la prise en charge du bris de vitraux et du dégât d'eau au bâtiment. Cette charge n'était pas prévue au budget, ce qui explique le dépassement de ce dernier à ce poste.

31440.00 – Entretien bâtiments immeubles : Le système de gestion automatique des sonneries des cloches du Temple a malheureusement dû être remplacé, ce qui n'était pas prévu et qui explique le dépassement du montant budgété.

Le chapitre « 3 – Culture, sports, loisirs et églises » clôt avec une diminution des charges de fr. 30'540.37 par rapport au budget.

## **4 Santé**

### **42 Soins ambulatoires**

#### ***42200 Services de sauvetage***

36120.04 – Part communale au SIS : En raison de la pandémie, le SIS a enregistré une diminution des interventions des ambulances. Dans ces conditions, ce service a moins pu facturer que prévu, ce qui a diminué ses recettes alors que les charges sont restées quasiment identiques. C'est pourquoi le montant budgété à ce poste a été dépassé.

### **43 Prévention de la santé**

#### ***43310 Service dentaire scolaire***

31302.00 – Dentiste scolaire : Le dépistage dentaire n'a pas eu lieu en 2020.

Le chapitre « 4 – Santé » clôt avec une augmentation des charges de fr. 5'785.35 par rapport au budget.

## **5 Sécurité sociale**

### **51 Maladie et accident**

#### ***51200 Réductions de primes***

36110.02 – Subsidés LAMal : Le montant figurant à ce poste est en hausse par rapport aux comptes 2019 car l'augmentation des primes d'assurance-maladie a conduit à une réévaluation des subsides versés aux bénéficiaires. A noter que le nombre de bénéficiaires est en revanche resté stable.

### **53 Vieillesse et survivants**

#### ***53300 Prestations aux retraités***

36370.00 – Subventions aux personnes physiques : La fête de Noël du Club des Aînés n'ayant pas eu lieu en 2020, la commune n'a pas pris en charge les coûts de l'agape qu'elle offre traditionnellement à cette occasion, raison pour laquelle le solde de ce compte est à zéro.

### **54 Famille et jeunesse**

#### ***54510 Crèches et garderies***

36360.00 – Subventions organisations privées à but non lucratif : Le montant figurant à ce poste est en diminution par rapport aux comptes 2019 et au budget 2020. En effet, la fermeture des structures d'accueil extrafamilial durant la première vague du COVID-19 a obligé les parents de s'organiser autrement pour la garde de leurs enfants.

Lors de la réouverture de ces structures, certains parents ont mis du temps à confier à nouveau leurs enfants à ces dernières et certains autres parents ont estimé que la solution de secours trouvée en remplacement de la structure d'accueil était finalement meilleure et ont désinscrit leurs enfants.

## **55 Chômage**

### ***55200 Part communale aux mesures d'insertion***

36110.07 – Programme d'insertion + mesures d'intégration professionnelle : L'augmentation des dépenses visible à ce poste relève de moyens supplémentaires qui ont été déployés par le Service de l'emploi pour éviter une diminution des places de travail dans le canton.

## **57 Aide sociale et domaine de l'asile**

### ***57200 Aide sociale***

36110.06 – Aide sociale : Le montant budgété à ce poste a été dépassé car la Ville de La Chaux-de-Fonds n'a facturé à notre commune l'aide matérielle 2018 et 2019 qu'en 2020. Le Conseil communal s'attendait à cela et avait créé un transitoire dans ce sens, mais le montant facturé a été légèrement plus élevé que prévu.

46130.00 – Dédommagements des assurances sociales publiques : Ce compte comprend le dédommagement reçu de la France, en application d'une convention signée en 1931 entre nos deux pays afin que les ressortissants indigents reçoivent une assistance sociale si nécessaire.

La France n'avait plus payé ce dédommagement entre 1997 et 2017 qui est reversé aux communes par le canton selon leur nombre d'habitants.

De manière générale, le résultat de la facture sociale 2020 montre une stabilité des dépenses nettes par rapport à 2019. Dans le contexte de crise actuel, cette situation s'explique par le fait que durant l'année 2020, le dispositif déployé en amont par la Confédération et le canton a permis d'éviter un recours accru aux prestations qui composent la facture sociale.

Le chapitre « 5 – Sécurité sociale » clôt avec une diminution des charges de fr. 14'847.46 par rapport au budget.

## **6 Trafic**

### **61 Circulation routière**

#### ***61500 Routes communales***

30109.00 – Remboursement de salaires du personnel : Ce compte comprend la part dédiée à ce chapitre des remboursements de l'assurance pour les indemnités journalières d'un employé malade.

31010.03 – Peinture routes, sel, gravier, etc. : Le montant figurant à ce poste est supérieur au budget car l'Etat de Neuchâtel n'a facturé à notre commune qu'en 2020 le sel qu'elle a utilisé fin 2019.

31300.70 – Déneigement par des tiers : L'écart très important entre les comptes 2019 et 2020 au niveau de ce poste démontre parfaitement qu'il est impossible de prévoir les frais engendrés par le déneigement par des tiers durant un exercice.

Dans le cas précis, il a très peu neigé durant le premier trimestre 2020.

31400.02 – Entretien des places de jeux : Le Conseil communal avait prévu de rénover la place de jeux située à l'extrême ouest de la rue de l'Industrie, au sud de la Salle de paroisse.

Cependant, le Conseil communal, ne sachant pas les effets de la crise sanitaires sur les comptes communaux, a préféré reporter cette dépense non urgente à une date ultérieure.

31410.00 – Entretien des routes / voies de communication : Comme il l'avait prévu lors de l'établissement du budget 2020, le Conseil communal a effectué davantage de travaux de rénovation du réseau routier qu'habituellement.

31510.04 – Entretien manitou et saleuse : L'engin polyvalent (Manitou) ayant atteint les 735 heures d'utilisation, un grand service non prévu au budget a été effectué sur ce dernier, ce qui explique la différence entre les comptes et le budget à ce poste.

31510.07 – Entretien tracteur Kubota : Ce compte a été créé suite à l'acquisition de ce véhicule afin d'y imputer ses frais d'entretien.

31620.10 – Mensualités de leasing (Tracteur Kubota) : Ce compte a été créé suite à l'acquisition de ce véhicule afin d'y imputer ses frais de leasing.

L'achat de ce nouveau véhicule n'était pas prévu au budget mais a été rendu indispensable par l'annonce tardive de :

- la remise par l'Etat à la commune de la tâche de déneigement de tous les trottoirs en bordure de routes cantonales, y compris à l'extérieur de la localité,
- l'arrêt du prêt de la fraise à neige de l'Etat à la commune.

39100.01 – Imputations internes pour Manitou : Cet engin a été utilisé davantage qu'imaginé (181 heures en 2020 contre 154 heures en 2019), raison pour laquelle les charges y relatives sont plus élevées que prévu.

46010.01 – Quote-part à la taxe LTVRB : La nouvelle Loi cantonale sur les routes et voies publiques (LRVP), à son article 28, attribue certaines nouvelles tâches aux communes dont l'entretien des trottoirs en bordure des routes cantonales en et **hors** localité.

En contrepartie, pour mener à bien ces nouvelles tâches, 3% de la taxe des véhicules automobiles, des remorques et des bateaux sont redistribués aux communes, en application de l'article 16 alinéa 1 de la Loi cantonale sur la taxe des véhicules automobiles, des remorques et des bateaux (LTRVB).

Ce montant est ensuite versé aux différentes communes en fonction des critères fixés à l'article 13 du Règlement d'exécution de la loi cantonale sur les routes et voies publiques (RELVP), dont notamment la longueur des réseaux routiers communaux, l'altitude moyenne du réseau routier communal, etc...

C'est cette redistribution qui est imputée à ce compte.

49100.01 – Imputations internes pour Manitou : Ce compte comprend l'entier des coûts liés au Manitou (carburant, assurances, entretien et amortissement) répartis dans les différents secteurs d'utilisation.

Ce montant est plus important que budgété en raison de la plus grande utilisation de cet engin.

## **62 Transports publics**

### ***62300 Trafic régional et local***

36140.02 – Transports publics (pot commun) : La Loi cantonale sur les transports publics (LTP), à son article 29 alinéa 1, indique que l'Etat prend en charge 60% de la part cantonale de la subvention concernant le trafic régional et local, le solde de 40% étant supporté par les communes selon la répartition prévue à l'article 30, soit :

- 40% en fonction de la population
- 60% en fonction de la qualité de desserte des communes

La qualité de desserte est notée en fonction de critères suivants :

- Le mode de transport
- Le nombre d'arrêts et cadence sur les lignes touchant le territoire communal

C'est notre participation à ce pot commun qui est imputée à ce compte.

Le chapitre « 6 – Trafic » clôt avec une diminution des charges de fr. 80'536.55 par rapport au budget.

## **7 Protection environnement et aménagement**

### **71 Approvisionnement en eau**

#### ***71010 Approvisionnement en eau***

Les totaux de ce sous-chapitre sont à zéro puisqu'il s'autofinance.

31110.01 – Compteurs (acquisition) : Le retard pris dans le remplacement des compteurs a totalement été rattrapé courant 2020, raison pour laquelle le budget n'a pas été atteint à ce poste.

31200.05 – Achat d'eau : La quantité d'eau achetée cette année à Viteos (42'850 m<sup>3</sup>) a été moins élevée qu'en 2019 (44'223 m<sup>3</sup>).

Etant donné que le nombre d'habitants a été plutôt stable aux Ponts-de-Martel en 2020, la raison de cette moindre consommation peut par exemple provenir des bons rendements du nouveau filtre à sable ainsi que des performances toujours plus élevées des nouveaux appareils ménagers.

33003.70 – Amortissements – Amélioration réseau/réservoir : Lors de l'établissement du budget, le Conseil communal a prévu d'amortir les frais d'installation de la nouvelle conduite d'eau sous la Grande rue à hauteur du montant du crédit voté par votre autorité.

Cependant, ces travaux ont finalement été réalisés pour un prix inférieur au crédit, ce qui explique que le montant budgété à ce poste n'ait pas été atteint.

42401.02 – Taxe sur la consommation d'eau : Les recettes figurant à ce poste sont moins élevées que prévu. Cela est certainement dû à un montant budgété surévalué, surtout que la consommation d'eau potable aux Ponts-de-Martel a tendance à diminuer.

45100.00 – Prélèvements sur les financements spéciaux : Le résultat du chapitre « Approvisionnement en eau » nécessite un prélèvement de la réserve de fr. 33'242.95 visible à ce poste, la portant ainsi à fr. 161'966.45 au 31.12.2020.

46310.00 – Subventions des cantons et des concordats : Alors que le Conseil communal imaginait recevoir de l'Etablissement cantonal d'assurance et de prévention (ECAP) des sub-

ventions pour l'entretien d'une seule borne hydrante, les subventions reçues concernent finalement trois hydrantes.

## **72 Traitement des eaux usées**

### ***72010 Traitement des eaux usées***

Les totaux de ce sous-chapitre sont à zéro puisqu'il s'autofinance.

31300.32 – Traitement des boues d'épuration : L'évacuation du contenu de l'un des étangs d'assèchement des boues d'épuration prévu depuis 2018 a enfin été réalisé en 2020, comme prévu au budget.

Ce sont ainsi 56.74 tonnes de boues qui ont été transportées à l'usine d'incinération de Vaudéc à Colombier et incinérées.

Ce processus s'étant déroulé à satisfaction, il sera renouvelé les prochaines années pour les étangs restants.

35100.00 – Attributions aux financements spéciaux : Le résultat du chapitre « Traitement des eaux usées » a permis une attribution à la réserve fr. 31'847.50 visible à ce poste, la portant ainsi à fr. 253'649.09 au 31 décembre 2020.

Cette réserve va diminuer dès 2021 étant donné que le Conseil communal a réduit le montant de la taxe d'épuration au mètre-cube pour ne pas que la réserve ne devienne trop importante.

43090.00 – Autres revenus d'exploitation : Ce compte comprend l'encaissement de frais relatifs à des travaux exécutés par notre concessionnaire à charge de privés que la commune leur a refacturés.

## **73 Gestion des déchets**

### ***73010 Gestion des déchets ménages***

Le solde de ce sous-chapitre, soit fr. 25'672.-, équivaut au 25% des coûts d'élimination des déchets urbains provenant des ménages, conformément au règlement communal relatif à la gestion des déchets.

30 – Charges du personnel : Etant donné que la déchetterie est davantage accessible qu'auparavant, le montant figurant à ce poste est en augmentation. En effet, afin que les surveillants de la déchetterie puissent effectuer leur travail dans de bonnes conditions, le Conseil communal a défini des tranches horaires supplémentaires pour permettre spécialement aux entreprises d'évacuer leurs cartons à un autre moment que les citoyennes et citoyens ponliers.

A noter que les charges du personnel sont entièrement imputées au chapitre lié à la gestion des déchets ménages, puis refacturées pour une partie au chapitre lié à la gestion des déchets entreprises au travers d'imputations internes.

30900.00 – Formation et perfectionnement du personnel : Ce poste comprend la formation obligatoire de responsable de la déchetterie effectuée par un employé communal.

33003.73 – Amortissements planifiés – Création déchetterie : Suite à cet amortissement effectué en 2020, la déchetterie créée il y a 10 ans est totalement amortie.

35100.00 – Attributions aux financements spéciaux : Le résultat du chapitre « Gestion des déchets ménages » a permis une attribution à la réserve de fr. 983.05 visible à ce poste, la portant ainsi à fr. 13'637.09 au 31 décembre 2020.

42600.11 – Vente du papier : Le prix du papier a encore chuté courant 2020 et les revenus ne couvrent même plus les frais de transport de ce type de déchets.

A noter que le dernier ramassage du vieux papier porte-à-porte a été effectué en octobre 2020. Tout type de déchets recyclable est de ce fait récolté uniquement à la déchetterie.

### ***73030 Gestion des déchets entreprises***

Les totaux de ce sous-chapitre sont à zéro puisqu'il s'autofinance.

45100.00 – Prélèvements sur les financements spéciaux : Le résultat du chapitre « Gestion des déchets entreprises » nécessite un prélèvement de la réserve de fr. 1'558.97 visible à ce poste, la portant ainsi à fr. 9'404.73 au 31.12.2020.

## **77 Protection de l'environnement, autres**

### ***77100 Cimetière***

30 – Charges du personnel : Durant 2020, les employés communaux, dont un a été malade plus de la moitié de l'année, n'ont pas eu le temps de s'occuper autant que nécessaire de l'entretien du cimetière, ce qui se traduit par un montant moins élevé que prévu à ce sous-chapitre.

31300.08 – Travaux effectués par des tiers : le manque d'entretien précité a été compensé par l'engagement d'entreprises privées pour effectuer cette tâche, ce qui explique le montant visible à ce poste et non prévu.

## **79 Aménagement du territoire**

### ***79000 Aménagement du territoire (général)***

31332.04 – Révision du Plan d'aménagement local : Le montant budgété à ce poste cette année a été dépassé, car les travaux de révision ont progressé plus rapidement que prévu. Cependant, le montant global relatif à ces travaux répartis sur plusieurs exercices devrait quant à lui être respecté.

Le chapitre « 7 – Protection environnement et aménagement » clôt avec une diminution des charges de fr. 1'449.20 par rapport au budget.



## **8 Economie publique**

### **81 Agriculture**

#### **81200 Améliorations foncières**

En résumé, les écritures influençant le fonds des drainages se présentent comme suit :

Solde du fonds des drainages au 1.1.2020 :	- fr.	134.85	Compte bilan n°29103.00
Frais d'entretien et d'extension du réseau :	- fr.	4'947.25	Compte fonct. n°31430.08
Taxe versée par les propriétaires :	fr.	9'941.53	Compte fonct. n°42400.01
Participation communale au fonds : n°35110.02*	fr.	9'941.47	Compte fonct.
Participation des propriétaires aux travaux :	fr.	1'852.90	Compte fonct. n°42400.08
Solde du fonds des drainages au 31.12.2020 :	fr.	16'653.80	Compte bilan n°29103.00

\*35110.02 – Attribution au fonds des drainages : Ce compte comprend l'attribution au fonds des drainages qui inclus le montant des taxes payées par les propriétaires (fr. 9'941.53 en 2020) + la participation communale égale (fr. 9'941.47 en 2020), soit un total de fr. 19'883.- en 2020.

De manière générale, alors que les recettes ne parvenaient plus à couvrir les nombreuses dépenses que nécessite le réseau vieillissant des drainages, la décision du Conseil communal d'augmenter la taxe des drainages au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et de modifier la part des travaux à charge du fonds était donc judicieuse au vu du nouveau solde de cette réserve.

### **82 Sylviculture**

#### **82000 Sylviculture**

Comme tous les 5 ans, un entretien de la forêt appartenant à la commune des Ponts-de-Martel a eu lieu courant 2020. Ces travaux ont donné lieu à la vente de 48.46 m<sup>3</sup> de bois pour un bénéfice total de fr. 400.03 (résultat du chapitre « 82 Sylviculture »).

### **84 Tourisme**

#### **84000 Tourisme**

31110.00 – Machines, appareils, véhicules et outils : Ce compte comprend les frais d'installation des panneaux touristiques « Bienvenue au pays des tourbières » aux entrées nord et sud de la localité. Le Conseil communal avait imaginé l'exécution de ces travaux en 2019, raison pour laquelle ce montant n'avait plus été prévu lors de l'élaboration du budget de l'exercice 2020.

### **87 Combustibles et énergie**

#### **87100 Electricité (général)**

35110.00 – Attribution aux fonds du capital propre : Ce poste est utilisé pour transférer le montant de la redevance à vocation énergétique au fonds communal de l'énergie figurant au bilan (compte n°29106.00). Ce fonds s'élève ainsi à fr. 80'081.55 au 31 décembre 2020.

42400.05 – Redevance à vocation énergétique : Ce compte comprend le montant de la redevance à vocation énergétique perçue par l'intermédiaire du gestionnaire du réseau de distribution d'électricité auprès des consommateurs.

### **87310 Entreprises de chauffage à distance**

30 – Charges du personnel : Les nouveaux comptes figurant à ce chapitre ont été créés afin d'améliorer la transparence. Ils comprennent les charges liées aux employés communaux effectuant quelques tâches pour la Société coopérative de chauffage à distance à bois. Ces frais étaient auparavant noyés dans le chapitre lié aux travaux publics.

Le chapitre « 8 – Economie publique » clôt avec une diminution des revenus de fr. 10'721.79 par rapport au budget.

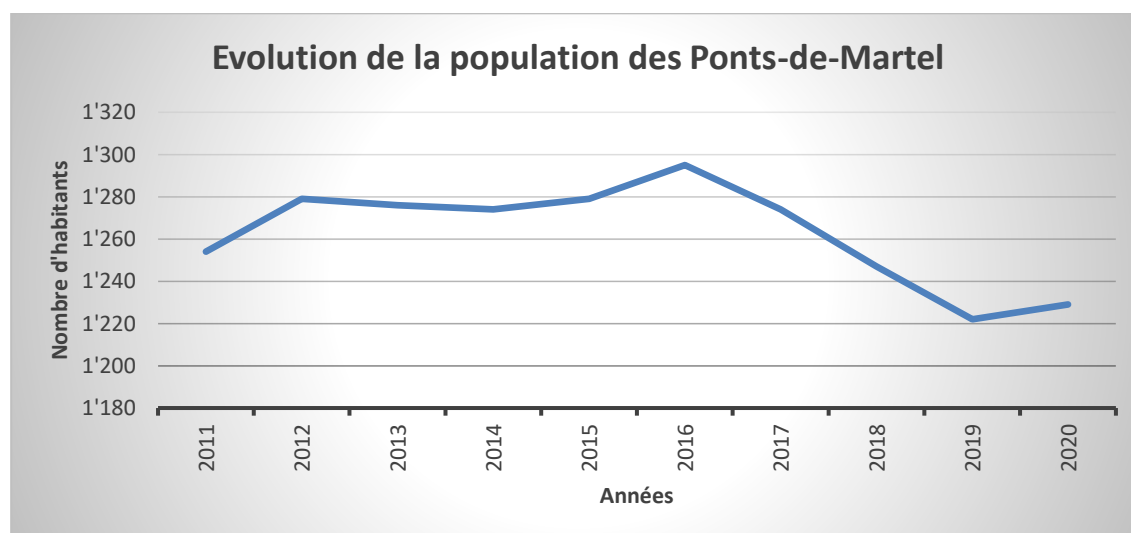
## **9 Finances et impôts**

### **91 Impôts**

#### **91000 Impôts communaux généraux**

Le 27 mars 2019, le Grand Conseil neuchâtelois avalisait la réforme de l'imposition des personnes morales et des personnes physiques et celle relative au volet des charges de la péréquation financière intercommunale. Ces réformes sont entrées en vigueur progressivement en 2020, pour environ deux-tiers, puis en 2021 pour le tiers restant.

En comparant les totaux du sous-chapitre « 91000 Impôts communaux généraux », entre les comptes 2019 et 2020, l'on constate que cette réforme se fait clairement ressentir, puisque ce n'est pas la baisse du nombre d'habitants ponliers qui explique la diminution des recettes fiscales, étant donné que la population ponlière est restée stable en 2020.



40007.00 - Impôts sur le revenu, taxation rectificatives à la baisse - années précédentes : Ce nouveau compte comprend le montant des impôts que la commune a encaissé en trop et qui a dû être redonné. Cela se produit par exemple lors de rectifications de taxations.

## **93 Péréquation financière et compensation des charges**

### ***93000 Péréquation financière et compensation des charges***

La réforme précitée de la péréquation financière intercommunale a donné lieu à une ventilation différente que celle appliquée jusqu'à présent, ce qui se traduit par la création de nouveaux comptes au sein de ce chapitre.

En observant le total du chapitre « 93000 Péréquation financière et compensation des charges », on peut constater une augmentation des recettes pour notre commune de fr. 112'803.- par rapport aux comptes 2019.

## **96 Administration de la fortune et de la dette**

### ***96100 Intérêts***

34010.01 – Intérêts Postfinance - 0.13% 2020/21 : Ce nouveau compte comprend les intérêts relatifs à un nouvel emprunt de fr. 900'000.- conclu à un taux de 0.13% sur 1 an sans amortissement, afin de financer l'achat des locaux scolaires situés à Promenade 32.

Cet emprunt a été réalisé à court terme car le Conseil communal prévoit de le rembourser totalement avec le produit de la vente de l'immeuble locatif sis Grande rue 45.

34060.01 – Intérêts Raiffeisen – variable 2019/29 : L'emprunt de fr. 855'000.- auquel faisait référence ce poste a été divisé en deux emprunts distincts : un de fr. 383'000.- à un taux variable dont les intérêts sont imputés à ce poste et un autre de fr. 472'000.- à un taux fixe de 0.9% dont les intérêts sont imputés au nouveau compte « 34060.09 – Intérêts Raiffeisen – 0.9% 2019/29 ».

34060.04 – Intérêts Suva – 0.26% 2020/30 : L'emprunt au taux de 1.86% auprès de la Suva a pris fin le 17 janvier 2020 et a été remplacé par un autre, auprès de la même compagnie, mais à un taux de 0.26% sur 10 ans pour un montant de fr. 1'400'000.- amorti à raison de fr. 20'000.-/an.

34060.10 – Intérêts Postfinance – 0.35% 2020/30 : Ce nouveau compte comprend les intérêts relatifs à un nouvel emprunt de fr. 800'000.- conclu à un taux de 0.35% sur 10 ans comprenant un amortissement annuel de fr. 10'000.- afin de pouvoir financer les coûts à charge de la commune dans le cadre de la réfection de la Grande rue par l'Etat.

44070.01 – Intérêts prêt Abattoir régional : Lors de l'établissement du budget 2020, vu les difficultés financières rencontrées par la Société coopérative de l'abattoir régional, le Conseil communal avait accepté de ne pas exiger, cette année-là, le paiement des intérêts et de l'amortissement liés au prêt accordé. Finalement, cette société a trouvé les ressources nécessaires pour respecter son engagement et a versé les montants précités, ce qui explique la différence entre les comptes et le budget à ce poste.

### ***96301 Immeuble Grande rue 58***

31800.00 – Réévaluations sur créances : Sur les conseils de notre fiduciaire, le Conseil communal a créé ce compte afin d'anticiper la perte définitive du montant dû par un ancien locataire de cet immeuble, s'il ne devait finalement pas honorer ses engagements. Ce montant alimente le compte « 10109.00 – Ducroire sur autres créances » présent à l'actif du bilan.

44300.01 – Loyers Grande rue 58 : Ce compte comprend les loyers perçus pour tous les appartements de cet immeuble (4), sauf un qui a été libéré le 1<sup>er</sup> juin 2020.

### 96303 Immeuble Grande rue 45

44300.03 – Loyers Grande rue 45 : Ce compte comprend les loyers perçus l'année 2020 entière pour trois appartements sur huit.

### 96304 Immeuble Pury 3

31800.00 – Réévaluations sur créances : Sur les conseils de notre fiduciaire, le Conseil communal a créé ce compte afin d'anticiper la perte définitive du montant dû par un ancien locataire de cet immeuble, s'il ne devait finalement pas honorer ses engagements. Ce montant alimente le compte « 10109.00 – Ducroire sur autres créances » présent à l'actif du bilan.

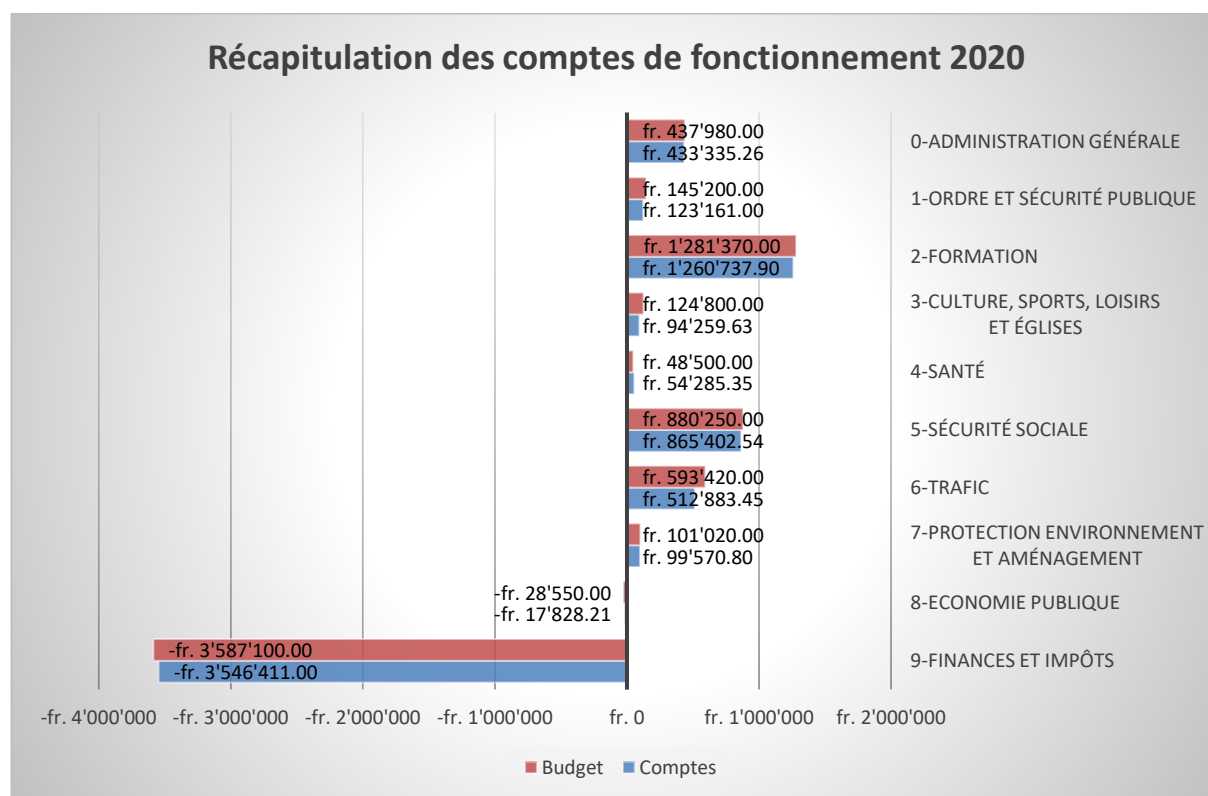
34310.04 – Entretien courant Pury 3 : Le montant budgété à ce poste a été dépassé en raison de travaux de peinture effectués dans trois appartements qui ont pu être reloués courant 2020.

44300.04 – Loyers Pury 3 : Sur les six logements de cet immeuble, un seul appartement a été vacant l'année 2020 entière, un autre a été loué dès mai et un troisième dès octobre. Les trois logements restants ont été loués toute l'année. Ces recettes plus élevées qu'imaginé compensent ainsi les travaux d'entretien effectués alors qu'ils n'avaient pas été prévus au budget.

### 96305 Immeuble Pury 5

44300.05 – Loyers Pury 5 : Les trois appartements présents dans cet immeuble ont été loués durant toute l'année, sauf un durant six mois.

Le chapitre « 9 – Finances et impôts » clôt avec une diminution des revenus de fr. 40'689.- par rapport au budget.



## Comptes du bilan

---

### 1 Actif

#### 10 Patrimoine financier

##### 101 Créances

###### 1010 Créances résultant de livraison et de prestations en faveur de tiers

10109.00 – Du croire sur autres créances : Ce nouveau compte évoqué précédemment comprend les montants dus par d'anciens locataires d'immeubles communaux que le Conseil communal n'est pas certain de percevoir.

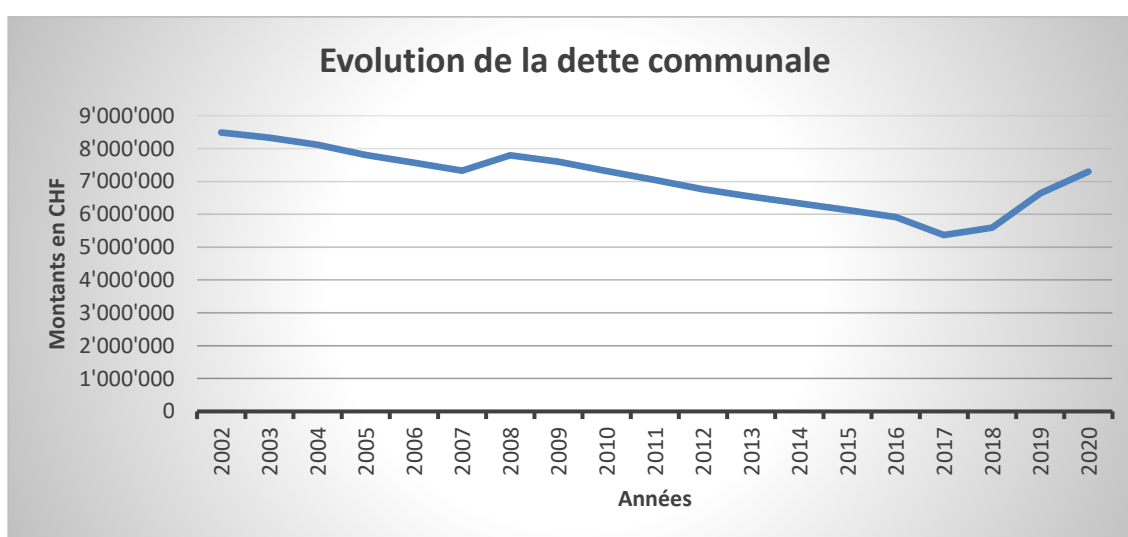
### 2 Passif

#### 20 Capitaux de tiers

##### 206 Engagements financiers à long terme

Se basant sur le total du chapitre « 206 Engagements financiers à long terme », le graphique ci-après indique l'évolution de la dette communale totale depuis l'exercice 2002, comprenant les augmentations suivantes :

- 2008 : emprunt effectué dans le but de viabiliser le quartier des Prises.
- 2018 : augmentation des liquidités lors du renouvellement d'un emprunt afin d'assumer divers crédits votés.
- 2019 : emprunt effectué dans le but de remplacer la conduite d'eau potable de la Grande rue (étape du haut du village).
- 2020 : emprunt effectué en lien avec les travaux à charge de la commune dans le cadre de la réfection de la Grande rue par l'Etat (étape du haut du village).



## Frein à l'endettement / Calcul du degré d'autofinancement

Directives du Service des communes : « Le règlement communal sur les finances a préconisé à son article 5 l'utilisation de la méthode dite intégrée, qui considère dans le calcul du degré d'autofinancement la somme des investissements du patrimoine administratif et la somme des amortissements du chapitre. Cette méthode demeure valable et a pour avantage de considérer l'ensemble du ménage communal comme une entité intégrée, quelles que soient les sources de financement de ces investissements.

Une approche alternative est aussi admise qui admet que les dépenses d'investissement dans les domaines autofinancés, en raison de l'obligation d'adapter les taxes de manière à équilibrer le bilan du chapitre considéré, n'entrent pas dans le calcul du degré d'autofinancement. Ainsi, on admettra que les chapitres autofinancés en quelque sorte soient gérés comme une entité tierce distincte de l'administration générale financée par l'impôt. Il convient selon ce modèle de sortir du calcul de la marge d'autofinancement les amortissements générés par les investissements entrepris dans les chapitres autofinancés.

Il convient toutefois que les communes adoptent la même procédure de comptabilisation sur la durée en application du principe de pérennité des méthodes comptables. Cette durée ne devrait pas être inférieure à 20 ans. »

Par arrêté du 15 novembre 2016, le Conseil communal a retenu l'approche alternative, soit l'exclusion des investissements des chapitres autofinancés que sont les investissements pour l'eau, l'épuration et les déchets.

La situation et de ce fait la suivante pour l'exercice 2020 :

Calcul du taux d'endettement		Comptes 2020
Total capitaux de tiers (20)		9'294'238
Total patrimoine financier (10)		6'118'565
Total revenus fiscaux (40)		2'627'185
<b>Taux d'endettement net en % 2020</b>		<b>120.88</b>
<b>Marge d'autofinancement "sans les autofinancés"</b>		
Résultat d'exercice	(-	120'603
) déficit / (+) bénéfice		
Amortissements		599'516
./. Amortissements invest. autofinancés		-86'816
<b>Autofinancement net</b>		<b>633'303</b>
Investissements net PA		1'383'474
./. Investissements secteurs autofinancés		-57'195
Investissements soumis au frein		1'326'279
Taux RCF correspond à		100%
Investissements selon RCF		1'326'279
<b>Degré d'autofinancement en %</b>		<b>47.75</b>
Degré minimal d'autofinancement selon Règles LFinEC		<b>80</b>

### RCF

Taux d'endettement net	Degré minimal d'autofinancement exigé
<0%	pas de limite
de 0 à <50%	50%
de 50 à <100%	70%
de 100 à <150%	80%
de 150 à <200%	100%
200% et plus	110%

RFC = Règlement communal sur les finances

**Le degré minimal d'autofinancement n'est pas respecté.**

Au moment de l'achat des locaux scolaires situés à Promenade 32, le Conseil communal était parfaitement conscient que cet investissement impliquerait le non-respect du mécanisme de frein à l'endettement en 2020.

Cependant, comme le stipule l'article 5 alinéa 6 du Règlement communal sur les finances (RCF), cette limite peut ne pas être respectée une fois par période administrative (législature).

## **Conclusions**

---

Le Conseil communal est satisfait du résultat des comptes de l'exercice 2020 qu'il vous présente. En effet, la pandémie mondiale liée au coronavirus COVID-19 a fait craindre un exercice comptable 2020 très compliqué, raison pour laquelle le Conseil communal a été très prudent au niveau de dépenses effectuées durant cette année.

Au final, la situation financière de notre commune n'a pas été touchée autant qu'imaginé par la crise sanitaire ce qui explique un bénéfice d'exercice.

Tenant compte de ce qui précède, le Conseil communal vous invite à prendre ce rapport en considération et voter l'arrêté ci-après.

Au nom du <b>CONSEIL COMMUNAL</b> ,	
Le président,	La secrétaire,
	
Gian Carlo Frosio	Dominique Maire



Commune des Ponts-de-Martel

## ARRÊTÉ

Le Conseil général de la commune des Ponts-de-Martel,

vu le rapport du Conseil communal, du 24 mars 2021;  
vu la loi sur les communes, du 21 décembre 1964;  
vu la loi sur les finances de l'Etat et des communes, du 24 juin 2014;  
vu le rapport de la Commission financière;  
sur la proposition du Conseil communal,

### **Arrête :**

**Article premier :** Sont approuvés, avec décharge au Conseil communal, les comptes de l'exercice 2020, qui comprennent :

**a) le compte de résultat qui se présente en résumé comme suit :**

Charges d'exploitation	fr.	5'201'298.21
Revenus d'exploitation	fr.	4'782'075.98
Résultat provenant des activités d'exploitation (1)	fr.	-419'222.23
Charges financières	fr.	97'279.50
Produits financiers	fr.	374'795.01
Résultat provenant des financements (2)	fr.	277'515.51
<b>Résultat opérationnel (1+2)</b>	<b>fr.</b>	<b>-141'706.72</b>
Charges extraordinaires	fr.	0.--
Revenus extraordinaires	fr.	262'310.--
Résultat extraordinaire (3)	fr.	262'310.--
<b>Résultat total, compte de résultats (1+2+3)</b>	<b>fr.</b>	<b>120'603.28</b>

**b) les dépenses d'investissements du patrimoine administratif sont de :**

Total des dépenses	fr.	1'490'465.--
Total des recettes	fr.	106'991.--
Investissements nets	fr.	1'383'474.--

**c) pour information, les dépenses d'investissements du patrimoine financier sont de :**

Total des dépenses	fr.	22'672.--
Total des recettes	fr.	0.--
Investissements nets	fr.	22'672.--

**d) le bilan au 31 décembre 2020**

**Article 2 :** La gestion du Conseil communal durant l'exercice 2020 est approuvée.

**Article 3 :** <sup>1</sup>Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

<sup>2</sup>Il sera transmis, avec un exemplaire des comptes, au service des communes.

Les Ponts-de-Martel, le 20 mai 2021

Au nom du **CONSEIL GENERAL**,  
Le président, La secrétaire,

Didier Barth

Floriane Perret